

GREFFE du TRIBUNAL  
de COMMERCE de BERGERAC  
Dépôt du : 31/04/2005  
N° du Dépôt : 94  
SIRÈNE :  
N° de Gestion : 2002 B156

27 décembre 2004

PROCES-VERBAL D'AUGMENTATION DE  
CAPITAL DE LA SOCIETE 2JTEL

SA / JT / 122949 01

Enregistré à BERGERAC le 30 décembre 2004  
Bordereau 2004/1 288 case n° 1  
Reçu : deux cent trente euros

122949 01

SA/JT

**L'AN DEUX MILLE QUATRE,  
Le VINGT SEPT DÉCEMBRE à 18 heures,  
A LA FORCE (Dordogne), 13 rue de la Libération, au siège de  
l'Office Notarial ci-après nommé,  
Maître Serge ALLORY, Notaire Associé de la Société Civile  
Professionnelle "Serge ALLORY et Danièle IMBERT, Notaires  
Associés", titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à LA  
FORCE (Dordogne), 13 rue de la Libération,**

**A REÇU le présent acte contenant :**

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
EXTRAORDINAIRE DES ASSOCIES  
DE LA SOCIETE 2JTEL**

La Société dénommée **2JTEL**, société par actions simplifiées au capital de 40.000 euros, dont le siège est à BERGERAC (24100), 42 Grand Rue, identifiée au SIREN sous le numéro 443798129 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BERGERAC.

Lesdits associés réunis sur convocation de la gérance.  
Sont présents ou représentés à l'assemblée :

Monsieur Philippe Charles Pierre Denis **GIBAUDAN**, informaticien, époux de Madame Marie-Bénédicte **BOUDIGUES**, demeurant à BERGERAC (24100), 33 rue Jean Charcot,

Né à VERDUN (55100) le 22 mars 1956,

Marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de LA TESTE DE BUCH (33260) le 16 mars 1991.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

«Résident» au sens de la réglementation fiscale.

Ici présent.

**Propriétaire de 204 parts.**

Monsieur Franck Frédéric **DEZON**, électronicien, époux de Madame Christiane **PICAUD**, demeurant à PRIGONRIEUX (24130), Les Nebouts,  
Né à SAINTE FOY LA GRANDE (33220) le 28 mai 1962,

FD

PF

A

Marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de SAINTE FOY LA GRANDE (33220) le 28 juin 1986.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

«Résident» au sens de la réglementation fiscale.

Ici présent.

**Propriétaire de 196 parts.**

L'Assemblée est présidée par Monsieur Philippe GIBAUDAN en sa qualité de Président de la société.

Le Président constate que l'assemblée peut valablement délibérer, les associés présents ou représentés possédant la totalité des actions composant le capital social.

Le Président dépose alors sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- l'ordre du jour de l'assemblée ;
- le texte des projets de résolutions.

Le Président déclare que les documents et renseignements visés ci-dessus ont été envoyés aux associés et tenus à leur disposition au siège social.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- augmentation de capital en numéraire ;
- modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts ;
- pouvoirs à donner.

Diverses observations sont échangées et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes.

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social qui s'élève actuellement à 40.000 euros, divisé en 400 actions de cent euros chacune, entièrement libérées, d'une somme de soixante mille euros (60.000,00) et de le porter ainsi à CENT MILLE EUROS (100.000,00) par la création de 600 actions nouvelles de cent euros de nominal chacune, numérotées de 401 à 1000, émises au pair et à libérer intégralement, en numéraire ou par compensation avec une créance liquide exigible sur la société.

Ces actions nouvelles seront créées jouissance de ce jour.

Sous cette réserve, en ce qui concerne leur jouissance, elles seront complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité**

FD

PG

✍

## DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale des associés, prenant acte de la première résolution qui précède, constate :

1. Que d'un commun accord entre les associés, les 600 actions nouvelles sont immédiatement souscrites, savoir :

- |  |     |
|--|-----|
| • par Monsieur Philippe GIBAUDAN, déjà associé<br>à concurrence de 275 actions, ci                             | 275 |
| • par Monsieur Franck DEZON, déjà associé<br>à concurrence de 275 actions, ci                                  | 275 |
| • par Monsieur Jean Claude MONGIN, nouvel associé,<br>ci-après intervenant,<br>à concurrence de 50 actions, ci | 50  |
| Total égal au nombre d'actions nouvellement créées   | 600 |

2. Que chaque souscripteur a libéré intégralement le montant de sa souscription, savoir :

- |   |              |
|---|--------------|
| • M. Philippe GIBAUDAN par compensation avec une<br>créance liquide et exigible sur la société à hauteur de<br>27.500 euros, ci | 27.500       |
| • M. Franck DEZON par compensation avec une<br>créance liquide et exigible sur la société à hauteur de<br>27.500 euros, ci      | 27.500       |
| • M. Jean Claude MONGIN par apport en numéraire<br>à hauteur de 5.000 euros, ci   | <u>5.000</u> |
| TOTAL   | 60.000       |

3. Que la somme de 55.000 euros libérée par compensation par Messieurs GIBAUDAN et DEZON, à concurrence de 27.500 euros chacun, constitue une créance reconnue certaine, liquide et exigible au vu d'un arrêté de comptes courants au 15 novembre 2004 et approuvé par le Président de la société du 24 novembre 2004, ci-annexé après mention.

4. Que la somme de 5.000 euros correspondant à l'apport en numéraire ci-dessus a été déposée ce jour au compte du notaire soussigné.

5. Monsieur GIBAUDAN et Monsieur DEZON, ci-dessus nommés, chacun en ce qui le concerne, ont déclaré :

- avoir pris connaissance des conditions et modalités de l'augmentation de capital par création d'actions nouvelles;
- renoncer partiellement à leur droit préférentiel de souscription à ladite augmentation de capital, à laquelle ils ne souscrivent, chacun en ce qui le concerne, qu'à due concurrence du nombre d'actions ci-dessus.

FD

PG



En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale constate que l'augmentation de capital décidée dans la première résolution est définitivement réalisée.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité**

### **TROISIEME RESOLUTION**

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée des associés décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la façon suivante :

#### **ARTICLE 6 - APPORTS** (nouvelle rédaction)

1/ Aux termes de l'acte de constitution de la société reçu par Me Serge ALLORY, notaire à LA FORCE (24130), le 30 septembre 2002, il a été fait les apports en numéraire suivants :

Monsieur Philippe GIBAUDAN, la somme de VINGT MILLE QUATRE CENTS EUROS (20.400,00 EUR),

Monsieur Franck DEZON, la somme de DIX-NEUF MILLE SIX CENTS EUROS (19.600,00 EUR),

Total des apports formant le capital social s'élevant à QUARANTE MILLE EUROS (40.000,00 EUR).

2/ Aux termes d'un acte reçu par Me Serge ALLORY, notaire à LA FORCE (24130), le 27 décembre 2004, il a été procédé à une augmentation de capital de soixante mille euros (60.000,00) pour le porter à CENT MILLE EUROS (100.000,00), tant par apport en numéraire de la somme de 5.000 euros que par incorporation d'une créance liquide détenue sur la société à hauteur de 55.000 euros, par la création de 600 actions nouvelles de CENT EUROS chacune, numérotées de 401 à 1000, réparties et attribuées à :

Monsieur Philippe GIBAUDAN : 275 actions numéros 401 à 675,

Monsieur Franck DEZON : 275 actions numéros 676 à 950,

Monsieur Jean Claude MONGIN : 50 actions numéros 951 à 1000.

#### **ARTICLE 7 - CAPITAL** (nouvelle rédaction)

Le capital social est fixé à la somme de **CENT MILLE EUROS (100.000,00)**. Il est divisé en 1000 actions de CENT EUROS (100,00) chacune, entièrement souscrites et libérées, numérotées de 1 à 1000 attribuées, savoir :

Monsieur Philippe GIBAUDAN, 479 actions, savoir :

- à concurrence de 204 actions, portant les numéros 1 à 204, en rémunération de son apport en numéraire lors de la constitution ;

- à concurrence de 275 actions, portant les numéros 401 à 675 en vertu de l'augmentation de capital.

Monsieur Franck DEZON, 471 actions, savoir :

- à concurrence de 196 actions, portant les numéros 205 à 400, en rémunération de son apport en numéraire lors de la constitution ;

- à concurrence de 275 actions, portant les numéros 676 à 950 en vertu de l'augmentation de capital.

FD

PG

✱

Monsieur Jean Claude MONGIN, 50 actions, savoir :  
 - à concurrence de 50 actions, portant les numéros 951 à 1000 en vertu de l'augmentation de capital.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité**

#### **QUATRIEME RESOLUTION**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités requises.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité**

#### **APPORTEUR NON MEMBRE DE LA SOCIETE - AGREMENT**

Messieurs GIBAUDAN et DEZON, seuls associés de la société 2JTEL, ont déclaré donner l'agrément requis par les statuts de la société et accepter Monsieur MONGIN comme nouvel associé.

#### **IDENTITE DE L'APPORTEUR**

Monsieur Jean Claude Albert **MONGIN**, sans profession, demeurant à PERIGUEUX (24000) 9 rue Coligny,  
 Né à BRETIGNY-SUR-ORGE (91220) le 6 décembre 1972,  
 Célibataire.  
 De nationalité française.  
 «Résident» au sens de la réglementation fiscale.  
 Non soumis à un pacte civil de solidarité, ainsi déclaré

Non présent mais représenté par Monsieur Philippe GIBAUDAN susnommé en vertu de la procuration qu'il lui a donnée suivant acte sous seing privé, dont l'original est demeuré ci-annexé.

#### **FORMALITES RELATIVES A LA MODIFICATION DES STATUTS**

La modification des statuts sera publiée dans un journal d'annonces légales.

La formalité de dépôt au greffe du Tribunal de Commerce compétent de deux copies authentiques des présentes sera effectuée par le Notaire soussigné aux frais de la société.

#### **DECLARATIONS FISCALES**

Les présentes seront enregistrées au droit fixe des actes innomés.

#### **ELECTION DE DOMICILE**

Les parties font élection de domicile, pour l'exécution des présentes, au siège social de la société.

#### **FRAIS**

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par la société, ainsi que son représentant l'y oblige.

FD

PG

A

**FORMALITES**

Les formalités d'usage tant fiscales que de publicité seront effectuées par les soins du Notaire soussigné.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix-neuf heures et de tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés présents et le gérant.

**DONT ACTE** sur six pages.

**Comprenant :**

- renvoi approuvé : aucun
- barre tirée dans des blancs : aucune
- blanc bâtonné : aucun
- ligne entière rayée : aucune
- chiffre rayé nul : aucun
- mot nul : aucun


**Paraphes**

FD  
PG A

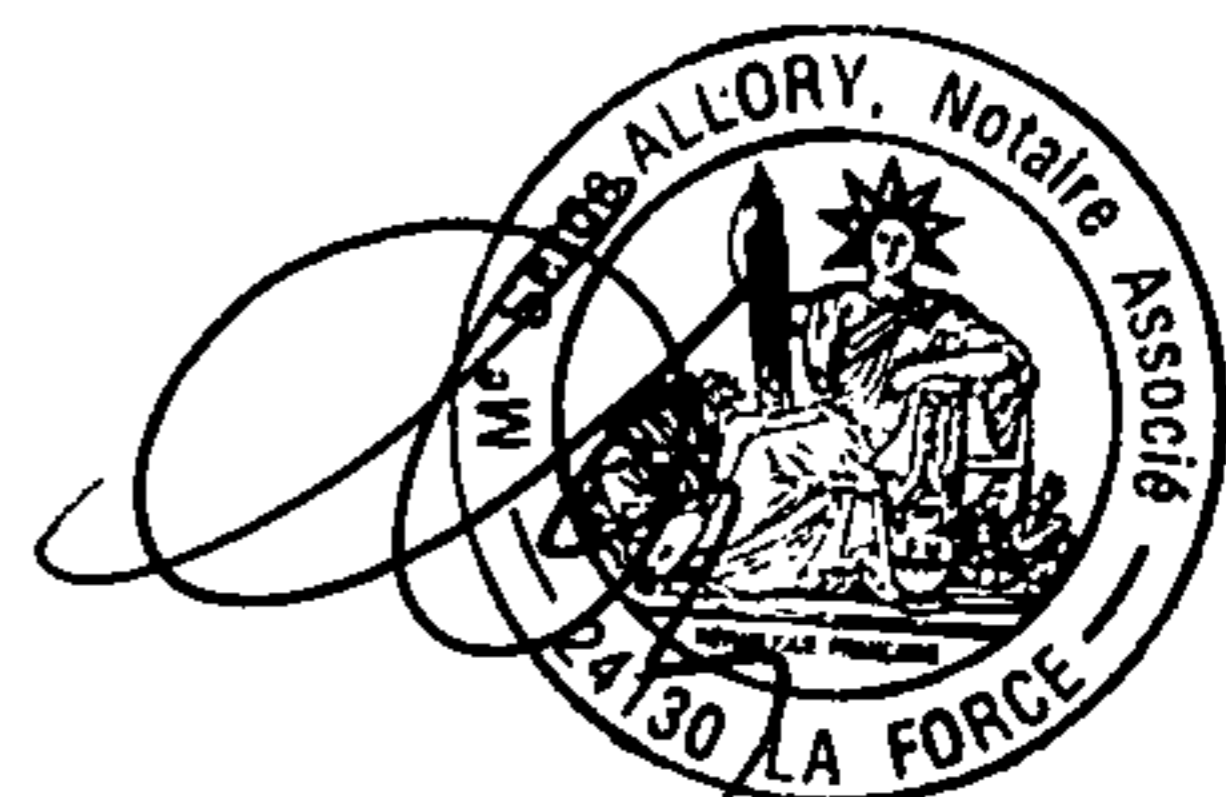
Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire soussigné.





EXPEDITION photocopie délivrée  
en application de la loi du 26 septembre 1948  
établie sur 6 pages conformément à l'original  
POUR EXPEDITION PHOTOCOPIQUE



# **2JTEL**

**Société par actions simplifiées au capital de 100.000 euros  
Siège social : 42 Grand Rue 24100 BERGERAC  
RCS BERGERAC numéro 443798129**

## **STATUTS**

Statuts établis par acte authentique reçu par Maître Serge ALLORY, notaire à LA FORCE, le 30 septembre 2002, enregistré à BERGERAC le 8 octobre 2002 bordereau 2002/1 550 case n° 1.

Modifiés par assemblée générale extraordinaire en date du 23 décembre 2003.

Modifiés par acte authentique reçu par Maître ALLORY le 27 décembre 2004.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'A' followed by a vertical stroke and a horizontal flourish.

120648 03

SA/JT

### **ARTICLE 1 . FORME**

La société a la forme d'une société par actions simplifiée régie par le livre II, titre I et titre II chapitre VII du Code de Commerce et les présentes.

Elle pourra être pluripersonnelle ou unipersonnelle et ne pourra pas faire appel public à l'épargne.

### **ARTICLE 2 . OBJET**

La société a pour objet, en France et à l'étranger : Etude, conception, développement et commercialisation de solutions de téléphonie et d'informatique. Achat et vente de tous produits liés à la téléphonie et l'informatique.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

### **ARTICLE 3 . DÉNOMINATION**

La dénomination sociale est : **2JTEL**.

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, et du numéro d'identification délivré conformément au décret numéro 97-947 du 16 Mai 1997 relatif au numéro unique d'identification des entreprises, puis la mention « RCS » suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

### **ARTICLE 4 . SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à BERGERAC (24100), 42 Grand Rue.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même commune par simple décision de la présidence, sous réserve de ratification par la prochaine décision collective, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des actionnaires.

### **ARTICLE 5 . DURÉE**

La durée de la société est de CINQUANTE années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les actionnaires devront être consultés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout actionnaire peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de Justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus. La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

### **ARTICLE 6 . APPORTS**

1/ Aux termes de l'acte de constitution de la société reçu par Me Serge ALLORY, notaire à LA FORCE (24130), le 30 septembre 2002, il a été fait les apports en numéraire suivants :

Monsieur Philippe GIBAUDAN, la somme de VINGT MILLE QUATRE CENTS EUROS (20.400,00 EUR),

Monsieur Franck DEZON, la somme de DIX-NEUF MILLE SIX CENTS EUROS (19.600,00 EUR),

Total des apports formant le capital social s'élevant à QUARANTE MILLE EUROS (40.000,00 EUR).

2/ Aux termes d'un acte reçu par Me Serge ALLORY, notaire à LA FORCE (24130), le 27 décembre 2004, il a été procédé à une augmentation de capital de soixante mille euros (60.000,00) pour le porter à CENT MILLE EUROS (100.000,00), tant par apport en numéraire de la somme de 5.000 euros que par incorporation d'une créance liquide détenue sur la société à hauteur de 55.000 euros, par la création de 600 actions nouvelles de CENT EUROS chacune, numérotées de 401 à 1000, réparties et attribuées à :

Monsieur Philippe GIBAUDAN : 275 actions numéros 401 à 675,

Monsieur Franck DEZON : 275 actions numéros 676 à 950,

Monsieur Jean Claude MONGIN : 50 actions numéros 951 à 1000.

### **ARTICLE 7 . CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de **CENT MILLE EUROS (100.000,00)**. Il est divisé en 1000 actions de CENT EUROS (100,00) chacune, entièrement souscrites et libérées, numérotées de 1 à 1000 attribuées, savoir :

Monsieur Philippe GIBAUDAN, 479 actions, savoir :

- à concurrence de 204 actions, portant les numéros 1 à 204, en rémunération de son apport en numéraire lors de la constitution ;

- à concurrence de 275 actions, portant les numéros 401 à 675 en vertu de l'augmentation de capital.

Monsieur Franck DEZON, 471 actions, savoir :

- à concurrence de 196 actions, portant les numéros 205 à 400, en rémunération de son apport en numéraire lors de la constitution ;

- à concurrence de 275 actions, portant les numéros 676 à 950 en vertu de l'augmentation de capital.

Monsieur Jean Claude MONGIN, 50 actions, savoir :  
 - à concurrence de 50 actions, portant les numéros 951 à 1000 en vertu de l'augmentation de capital.

### **ARTICLE 8 . MODIFICATION DU CAPITAL**

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi. Dans tous les cas, si l'opération fait apparaître des rompus, les actionnaires feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

#### **1/ Augmentation de capital**

##### **Principe**

Le capital social peut être augmenté, de toutes les manières autorisées par la loi en vertu d'une décision collective extraordinaire des actionnaires, sur le rapport du président, prise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, la décision collective des actionnaires doit être prise à l'unanimité.

Si l'augmentation de capital est réalisée pour partie ou en totalité, par des apports en nature, la décision de la collectivité des actionnaires constatant l'augmentation de capital et l'augmentation consécutive du capital ainsi que la modification des statuts, doit contenir l'évaluation de chaque apport, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête du président.

En outre, l'assemblée générale extraordinaire doit être consultée pour toutes augmentations de capital, sauf si elle est effectuée par apport en nature, à l'effet de décider, sur le rapport de ses dirigeants, l'ouverture ou non à cette occasion du capital à ses salariés. En cas de non-respect, la procédure d'augmentation de capital est frappée de nullité.

Au surplus, tous les trois ans une assemblée générale extraordinaire doit être convoquée pour se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital si les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées représentant moins de trois pour cent du capital.

##### **Droit préférentiel de souscription**

Chaque actionnaire a un droit préférentiel de souscription pour l'émission d'actions de numéraire. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues. Toutefois, l'assemblée générale extraordinaire peut supprimer ce droit de souscription.

#### **2/ Réduction du capital**

La réduction du capital pourra être décidée de la même façon.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital devant amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, sauf si la société se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

La dissolution ne sera pas prononcée si une régularisation intervient au moment où statue le tribunal.

## **ARTICLE 9 . ACTIONS**

### **Titre**

Les actions sont nominatives et négociables dans les conditions indiquées aux présentes.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Tout actionnaire peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexée la liste mise à jour des actionnaires, l'identité du président et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

### **Droits attachés aux actions**

Chaque action donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes.

### **Droit de vote**

Chaque action donne également droit de participer aux assemblées générales des actionnaires et d'y voter.

### **Usufruit**

Si une action est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions prises lors des assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire pour celles prises en assemblée générale extraordinaire.

### **Indivisibilité des actions**

Chaque action est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs actions sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les actionnaires. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en Justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

### **Libération des apports en numéraire**

Les actions souscrites en numéraire soit lors de la constitution, soit lors d'une augmentation du capital social doivent être libérées, lors de leur souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans soit à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, soit à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions portera, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

## **ARTICLE 10 . CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS EN CAS DE PLURALITE D'ASSOCIES**

### **MUTATION ENTRE VIFS OU PAR DECES**

#### **Formalités - Opposabilités**

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après la dissolution de la Société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La cession de ces actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La société établit la liste des actionnaires avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute assemblée et au moins une fois par trimestre.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

### **Domaine de l'agrément**

Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, transmission pour cause de décès, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises à l'agrément de la société.

### **Cessions libres**

Toutefois, interviennent librement les opérations entre actionnaires uniquement.

### **Procédure**

L'opération projetée doit être portée à la connaissance du président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions cédées, le prix et les modalités de paiement, l'identité du ou des cessionnaires ou ayants-droit proposés, les conventions annexes : répartition des résultats, prise en compte de l'existence d'un compte-courant, garantie de passif.

Le président convoquera sous huitaine une assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés, le cédant ne prend pas part au vote. La présence effective de la moitié au moins des actionnaires est nécessaire.

L'agrément résulte soit d'une notification soit du défaut de réponse plus de deux mois à partir du récépissé de la lettre adressée au président.

Le défaut d'agrément doit être notifié dans le délai, sans que ce refus ait à être motivé. Ce refus du cessionnaire peut être assorti de la décision de céder aux mêmes conditions à un autre cessionnaire, actionnaire ou non. Dans cette dernière hypothèse, l'acquisition devra avoir lieu dans les deux mois du refus, à défaut la société devra racheter les actions dans le mois suivant l'expiration de ce délai.

La société, par décision collective extraordinaire des actionnaires, peut également décider dans le même délai, si elle préfère cette solution, racheter lesdites actions par voie de réduction de capital.

### **EXCLUSION**

L'exclusion d'un actionnaire pourra s'effectuer par une décision extraordinaire unanime des autres actionnaires dûment motivée basée sur des faits et un comportement de nature à compromettre la pérennité de la société.

La décision enjoindra cet actionnaire de céder ses actions dans le délai de six mois. Ce rachat s'effectuera selon une valeur conventionnellement fixée ou établie à dire d'expert.

## **RECOURS A L'EXPERTISE**

En cas de recours à l'expertise et à défaut d'accord entre les parties, les frais et honoraires sont respectivement supportés par moitié par les anciens et nouveaux titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

## **ARTICLE 11 . NON APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL**

Compte tenu de la libre-négociabilité des actions, les dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil imposant à l'apporteur de biens communs d'aviser son conjoint et conférant à ce dernier la possibilité de revendiquer la qualité d'actionnaire, ne sont pas applicables à la société par actions simplifiée.

## **ARTICLE 12 . COMPTES COURANTS**

Les actionnaires peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées par une décision collective des actionnaires prise en la forme ordinaire.

Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et le président ou les actionnaires.

## **ARTICLE 13 . PRESIDENCE**

### **Nomination :**

La présidence est assurée par une personne physique ou morale, actionnaire ou non, nommée avec ou sans limitation de durée.

La nomination du président doit être effectuée à l'unanimité des actionnaires.

Le premier président nommé sans limitation de durée par les fondateurs est Monsieur Philippe GIBAUDAN, sus-nommé, qui accepte.

### **Pouvoirs à l'égard des tiers**

Dans les rapports avec les tiers, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

### **Limitation de pouvoirs à l'égard des membres de la société**

Toutes ventes ou achats de biens immobiliers ou mobiliers sont soumis à l'agrément préalable de l'assemblée générale des actionnaires, ainsi que tous emprunts et engagements hors bilan.

Toutefois, pour faciliter le fonctionnement de la société, l'acquisition ou la cession de biens mobiliers pourra librement avoir lieu par le président jusqu'à concurrence de la somme de dix mille euros (10.000 EUR), et il pourra conclure tous crédits à concurrence de la même somme, sans que le cumul de ces acquisitions et que le cumul de ces crédits ne puisse excéder, pour chacun d'eux, sur une période de douze mois la somme de vingt mille euros (20.000 EUR).

Si la société devient unipersonnelle, la présente limitation n'a plus vocation à s'appliquer. Elle redeviendra applicable en cas de retour à la pluralité d'actionnaires.

### **Délégation de pouvoirs**

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, le président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés. Cette délégation doit être faite par acte spécial déposé au greffe.

### **Sûretés**

Les sûretés sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations.

### **Rémunération**

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des actionnaires.

En outre, le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

### **Assiduité - concurrence**

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des actionnaires, le président est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, le président s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société.

### **Obligations**

Le président est soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L 232-2, L 232-3 et L 232-4 du Code de Commerce.

Le président est tenu en outre de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel. Le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel exercent dans les sociétés commerciales les attributions prévues aux articles L 422-4, L 432-5 du Code de Commerce.

Il doit encore effectuer les formalités de publicité visées à l'article L 232-22 du Code de Commerce.

#### **Démission**

Le président peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception plus de six mois avant la clôture de l'exercice social en cours. Etant ici précisé que sa démission ne prendra effet qu'à la clôture de l'exercice en cours.

#### **Révocation**

Le président est révocable par le même organe et selon les mêmes règles de quorum et de majorité nécessaires à sa nomination. Le président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

#### **Directeur général**

Un directeur général et plusieurs directeurs généraux délégués peuvent être nommés, sur proposition du président, à l'unanimité des actionnaires. Les pouvoirs de ce ou ces directeurs sont précisément déterminés et fixés par des délégations écrites établies lors de leur nomination, notamment en cas d'empêchement, de révocation ou de décès du président. L'assemblée statuant sur la nomination fixe sa rémunération éventuelle. Le directeur général est révocable à tout moment à l'unanimité des actionnaires.

### **ARTICLE 14 . DÉCISIONS COLLECTIVES**

**Les décisions à prendre collectivement sont les suivantes :**

- augmentation, amortissement ou réduction du capital ;
- fusion ou scission ;
- transformation en une société d'une autre forme ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- approbation des comptes et affectation des résultats ;
- dissolution.

#### **Assemblée - Consultation écrite - décision de l'actionnaire unique**

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix du président.

Toutefois les actionnaires peuvent valablement prendre une décision collective dans un acte dans la mesure où ils y sont tous présents.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions, dans ce dernier cas si la convocation en est demandée par un ou plusieurs actionnaires dans les cas prévus par la loi.

Au cas où le nombre des actionnaires serait réduit à un, l'actionnaire unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des actionnaires sous forme de décisions unilatérales.

#### **Droit de convocation**

Les assemblées sont convoquées par le président.

A défaut, les assemblées sont convoquées par le commissaire aux comptes.

En outre, un ou plusieurs actionnaires détenant la moitié des actions ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des actionnaires, le quart des actions, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout actionnaire peut, également, obtenir par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les actionnaires étaient présents ou représentés.

#### **Mode de convocation**

Les convocations sont adressées aux actionnaires quinze jours au moins avant la réunion, et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

#### **Lieu de convocation**

Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par le président.

#### **Droit de communication - délai**

Quinze jours au moins avant la date de la réunion de l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque actionnaire : le texte des résolutions proposées, le rapport du président, celui du commissaire aux comptes.

Pendant ce délai, ces mêmes documents sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque actionnaire qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle destinée à l'approbation des comptes, doivent être adressés à chaque actionnaire : l'inventaire, les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, et le rapport du commissaire aux comptes.

#### **Représentation**

Un actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou un autre actionnaire à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux actionnaires. L'actionnaire unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les actions sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste actionnaire.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes actionnaires.

Les sociétés et autres personnes morales actionnaires sont représentées soit par leur représentant légal soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

### **Procès-verbaux**

Les procès-verbaux des assemblées doivent être établis sur un registre spécial sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes : date et lieu de la réunion, nom et qualité du président, identité des actionnaires présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions qu'ils détiennent, les documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix, le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque actionnaire.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président et le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le président ou éventuellement les liquidateurs.

### **Décisions ordinaires**

1 - L'Assemblée Générale Ordinaire est celle qui est appelée à prendre des décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis;
- statuer sur la répartition et l'affectation du résultat en se conformant aux dispositions statutaires;
- nommer le ou les commissaires aux comptes titulaires et suppléants;
- statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à autorisation préalable ;

2 - L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance dans le délai prescrit possèdent au moins le quart des actions ayant droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance dans le délai prescrit.

### **Décisions extraordinaires**

1 - L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

2 - L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance dans le délai prescrit.

**3** - Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve, bénéfiques ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale.

En outre dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire, et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans limitation, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions.

#### **Société ne comportant que deux associés**

Si la société ne comporte que deux associés, les décisions collectives ordinaires ou extraordinaires, à l'exception de celles statuant sur les comptes sociaux, sont prises à l'unanimité.

#### **Conventions interdites**

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président ou actionnaire de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte-courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser pour elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants des personnes morales actionnaires ainsi qu'aux conjoints, ascendants et descendants du président et actionnaires, ainsi qu'à toute personne interposée.

#### **Conventions réglementées**

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux délégués, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, doit être soumise à autorisation préalable.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si le Président, le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux délégués est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires dans les conditions prévues par la loi.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées est indirectement intéressée.

Il doit s'agir de conventions autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Conformément aux dispositions de l'article L 227-10 du Code de Commerce, le commissaire aux comptes présente aux actionnaires un rapport sur les conventions visées ci-dessus. Les actionnaires statuent sur ce rapport. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société. Lorsque la société ne comprend qu'un seul actionnaire, il est seulement fait mention au registre des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

Il est ici rappelé qu'aux termes des dispositions de l'article L 227-11 du Code de Commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

### **ARTICLE 15 . EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le PREMIER JANVIER et se termine le TRENTE ET UN DÉCEMBRE de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et sera clos le 31 décembre 2003.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice.

### **ARTICLE 16 . COMPTES SOCIAUX - RÉSULTATS**

#### **Comptes sociaux**

La société procède à l'enregistrement des opérations sociales en conformité des prescriptions des articles L 123-12 et suivants du Code de Commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire et les comptes annuels puis établissent le rapport de gestion, le rapport du commissaire aux comptes. Ils établissent et publient, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des actionnaires approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes, et s'il y a lieu les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le mois de leur approbation par l'assemblée des actionnaires, la société est tenue de déposer en double exemplaire, au Greffe du Tribunal de Commerce, pour être annexés au Registre du Commerce et des Sociétés, les documents énoncés à l'article L 232-22 du Code de Commerce.

En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai.

### **Résultats**

- Détermination : sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde, diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves à sa disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

- Affectation : après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles-ci attribuée sous forme de dividende, ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'il ou elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.

- Mise en paiement des dividendes : les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée des actionnaires ou, à défaut, par le président. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de délai, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande du président.

### **ARTICLE 17 . COMMISSAIRES AUX COMPTES**

#### **Nomination**

Les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, sont nommés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires pour une durée de SIX ANNEES.

Sont nommés aux présentes, savoir :

Commissaire aux comptes titulaire :

SARL ACQS EXPERTISE CONSEIL

représentée par Melle Patricia MARTINEZ

93, avenue Saint Vincent de Paul 40100 DAX

Commissaire aux comptes suppléant :

SA GRENET, HARRIET ET ASSOCIES

1, allée Robinson 64200 BIARRITZ

Les lettres d'acceptation des commissaires aux comptes titulaire et suppléant, sont demeurées ci-annexées.

**Mission**

Les commissaires aux comptes exercent la mission et jouissent des prérogatives définies par la loi.

Pour faciliter la mission du ou des commissaires et assurer l'information suffisante du ou des actionnaires, les comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe, sont tenus au siège social à la disposition du ou des commissaires, un mois avant la convocation de l'assemblée annuelle.

**Révocation - Empêchement**

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de Justice à la demande de la gérance, de l'actionnaire unique ou de l'assemblée des actionnaires.

**ARTICLE 18 . TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION****Transformation**

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut s'effectuer sans délai sous réserve d'une décision prise collectivement par les associés.

**Dissolution**

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée.

Par décision de nature extraordinaire, la collectivité des actionnaires peut décider à tout moment de la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes.

En outre, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société dans les circonstances suivantes :

- les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le président ou le commissaire aux comptes n'a pas provoqué la décision collective des actionnaires visée ci-dessus dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les actionnaires n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées à l'article L 225-248 du Code de Commerce ;

- en cas de réduction du capital social au-dessous du montant minimum légal du capital social.

Il est fait observer que la société n'est dissoute par aucun des événements susceptibles d'affecter l'un de ses actionnaires ou par la révocation d'un président qu'il soit actionnaire ou non.

**Liquidation**

A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par le président alors en fonction.

La liquidation de la société est effectuée conformément à l'article L 237-1 du Code de Commerce.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des frais de liquidation et le remboursement aux actionnaires du montant nominal libéré et non amorti de leurs actions, est réparti entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

### **ARTICLE 19 . ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Les contestations relatives aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les actionnaires et la société, conformément à la loi, sont soumises à la juridiction du tribunal de commerce compétent du lieu du siège social..

### **ARTICLE 20 . ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION - POUVOIRS - ETAT**

Un état des actes accomplis par les associés, dès avant ce jour, pour le compte de la société en formation visé par lesdits associés, est demeuré ci-annexé

En outre, les actionnaires confèrent à Monsieur Philippe GIBAUDAN le mandat de prendre les engagements suivants pour le compte de la société avant son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, savoir :

- Signature d'un contrat d'étude et de développement avec DELTA TECHNOLOGIES SUD OUEST, 29 rue Robert Caumont 33000 BORDEAUX, pour un montant total hors taxes de 62.500 euros ;
- Signature d'un contrat de maintenance et de partenariat avec DELTA TECHNOLOGIES SUD OUEST ;
- Ouverture et fonctionnement de tous les comptes bancaires ;
- Souscription de tous abonnements EDF, télécommunications et autres ;
- Acquisition et installation du matériel de connexion Internet ADSL ;
- Mise à disposition des locaux abritant le siège social par M. et Mme GIBAUDAN.

L'immatriculation de la société vaudra reprise des engagements ci-dessus par celle-ci conformément à l'article L 210 -6, deuxième alinéa, du Code de Commerce.

Etant précisé que, pour le cas où la société ne serait pas constituée, les actionnaires, conformément aux dispositions de l'article 1843 du Code Civil, seront tenus solidairement des obligations nées des actes ainsi accomplis.

La décision d'approbation des autres actes accomplis pendant la période constitutive sera prise à la majorité des actionnaires.

### **ARTICLE 21 . ENREGISTREMENT - TIMBRE - FRAIS**

#### **Enregistrement**

Conformément aux dispositions de l'article 635-1 1<sup>er</sup> et 5<sup>ème</sup> du Code Général des Impôts, le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans le mois de sa date.

**Timbre**

Le présent acte est exonéré de droit de timbre en vertu des dispositions de l'article 902-3-14° du Code Général des Impôts.

**Frais**

Les frais, droits et honoraires des présents statuts sont à la charge de la société, portés aux frais généraux dès le premier exercice social et avant toute distribution de bénéfice.

En attendant l'immatriculation de la société, ils seront avancés par les actionnaires ou l'un d'entre eux.

**ARTICLE 22 . SOUMISSION A L'IMPOT SUR LES SOCIETES**

La société sera soumise à l'impôt sur les sociétés.